

Le climat dans le cadre des élections régionales

Une enquête nationale et régionale

L'écologie et le climat dans le cadre des élections régionales

Les dernières échéances électorales ont mis en lumière l'importance de l'écologie, du climat et de la protection de l'environnement dans les attentes des Français. Au niveau européen comme à l'échelon de la commune, l'écologie politique a su « tirer son épingle du jeu ». Elle s'est imposée, au-delà des formations qui l'incarnent traditionnellement, comme une thématique incontournable pour les Français quelle que soit leurs sensibilités politiques.

Harris Interactive a accompagné l'European Climate Fondation et le Réseau Action Climat dans la réalisation d'une enquête, à la fois nationale et régionale, afin de mesurer l'attention portée par les citoyens sur l'importance des enjeux écologiques lors des élections de juin.

L'enquête a été menée du 22 au 26 avril auprès d'un échantillon de 4008 personnes, représentatif des Français âgés de 18 ans et plus, au sein duquel ont été interrogées notamment :

- **1002 personnes** issues de la région **Ile-de-France**, représentatives des habitants âgés de 18 ans et plus
- **1003 personnes** issues de la région **Hauts-de-France**, représentatives des habitants âgés de 18 ans et plus
- **1002 personnes** issues de la région **Pays de la Loire**, représentatives des habitants âgés de 18 ans et plus
- **1001 personnes** issues des **autres régions françaises**, représentatives des habitants âgés de 18 ans et plus.

Pour constituer l'échantillon national représentatif, chacune de ces populations régionales a été rétablie à son poids effectif sur le territoire. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région et département de l'interviewé(e) pour les échantillons régionaux.

Harris Interactive vous présente dans cette note d'analyse les principaux enseignements de cette enquête.

Un enjeu climatique qui s'impose sur tout le territoire

- Les deux dernières échéances électorales ont confirmé le poids des enjeux environnementaux dans le vote des citoyens, qui s'imposent comme thématiques de campagne pour les formations politiques. Dans le cadre des prochaines élections régionales, connaissons-nous à nouveau ces tendances ? Le premier regard sur les résultats de l'enquête semble indiquer, comme pour les élections précédentes, **une prévalence des enjeux régaliens et sociaux** : sécurité (55% déclarent que cet enjeu jouera un rôle très important dans leur vote), santé publique (52%), emploi (48%), économie (46%) et éducation/apprentissage dans une moindre mesure (40%) apparaissent comme les thématiques les

plus déterminantes du vote. Autant de dimensions qui se sont imposées comme des thématiques particulièrement fortes dans le débat public au cours des derniers mois.

- **Mais la question du climat est très loin d'être en reste : 80% des Français inscrits sur les listes électorales indiquent que cet enjeu jouera un rôle important dans leur vote aux prochaines élections, dont 39% indiquent qu'il y jouera un rôle très important.** La thématique s'impose ainsi, juste derrière celles liées directement la vie quotidienne et concrète des citoyens, en 7^{ème} place dans les sujets qui seront importants dans le vote, et même en 6^{ème} place au regard de l'intensité (% de personnes indiquant que cette thématique jouera *un rôle très important*). A cet égard, la question du climat s'impose, en termes de poids dans le vote, face à des enjeux « historiques » de vote comme l'immigration (38% un rôle très important ; 74% un rôle important), la participation des citoyens aux décisions (31% et 79%) ou la vie culturelle (24% et 73%). Le climat se place ainsi comme **une thématique forte du paysage politique**, qui sous-tend et accompagne les autres enjeux.
- **Surtout, on note que le climat s'impose très nettement au-delà des clivages politiques habituels et fait consensus au sein de la population.** Si un rôle « très important » dans le vote lui est plus généralement attribué par les femmes, les plus jeunes et les sympathisants des formations orientées à gauche, **aucune catégorie de la population, aucune sensibilité politique ne minore complètement cette dimension.** Quand 80% des Français inscrits sur les listes électorales affirment que le climat jouera un rôle important dans leur vote, les moins impliqués par les questions climatiques sur le plan électoral sont à retrouver très légèrement chez les Français les plus âgés (76% chez les 65 ans et plus) et plutôt chez les personnes ayant une sensibilité marquée à droite (72% chez les proches des Républicains ; 75% des sympathisants du Rassemblement National ; plus sensibles, comme observé traditionnellement, aux thématiques liées à l'économie, à l'immigration ou encore à la sécurité). Ainsi, même ceux qui déclarent le moins prendre en compte l'enjeu climatique dans leur vote indiquent très largement lui accorder une place non négligeable, signe que très nettement, **les enjeux environnementaux ont dépassé les clivages partisans et s'imposent désormais à une forte majorité de citoyens.**
- Lorsqu'ils dressent le bilan de l'action de leur région sur le plan climatique, **les Français se montrent très partagés entre la perception qu'une action locale est menée, et la perception qu'il est encore possible – et souhaitable – d'aller plus loin.** 46% indiquent ainsi que selon eux, leur région en fait suffisamment, ni trop, ni pas assez pour répondre aux enjeux climatiques, quand 47%, eux, indiquent une nette marge de progression, indiquant que leur région n'en fait « pas assez ». Les plus sensibles à la question du climat se trouvant, naturellement, plus nombreux dans cette catégorie. Surtout, **les Français n'envisagent pas, pour l'avenir, une action politique régionale qui soit conçue en dehors des enjeux climatiques et de préservation de l'environnement.** 80% indiquent ainsi souhaiter que leur région tienne fortement compte de ces enjeux lors de l'établissement dans l'action publique locale, un souhait qui s'établit à nouveau de manière transverse. Même ceux qui sont le moins attachés à ces questions (sympathisants LR, 76% ; sympathisants RN, 70%) restent très majoritairement convaincus que la région doit y porter une très forte attention.

- Très concrètement, afin d'accompagner la prise en compte des enjeux climatiques au sein de la région, **les Français soutiennent de nombreuses initiatives qui pourraient être mises en place au niveau local**. Ils considèrent comme particulièrement prioritaires des **mesures liées à l'accompagnement de la transition des secteurs de production** (soutenir la transition des agriculteurs vers des pratiques durables, bio, avec limitation des pesticides, 86% ; soutenir le développement d'un élevage durable, plus extensif et moins industriel, 81% ; conditionner les aides publiques destinées aux entreprises à des projets favorables pour la transition écologique et sociale, 77%). Il est ainsi attendu que la région puisse accompagner la production, mais pas seulement. Les Français sont **en attente également de mesures qui permettront une transition du travail** (former aux emplois de demain, notamment dans les métiers de la transition écologique, 82% ; proposer des plans de conversion professionnelle dans les secteurs aujourd'hui les plus polluants, 79%), et plus globalement la **transition des modes de vie face aux enjeux climatiques**. Les Français soutiennent ainsi les mesures aidant à mieux gérer et à prévenir la production de déchets (85%), à accompagner la rénovation énergétique des logements (84%), à faciliter l'accès aux transports durables, géographiquement et financièrement (81%), via notamment l'offre ferroviaire (79%). Autant de mesures structurelles et quotidiennes qui doivent accompagner la prise en compte dans la région des effets du changement climatique (protection de zones humides, biodiversité, végétalisation, etc., 84%) et y permettre une vision à long terme. A noter que les enjeux liés à **la consommation alimentaire** (proposer deux menus végétariens par semaine, 64% ; réduire la consommation de protéines animales, 55%), **apparaissent comme moins prioritaires**, quoique toujours soutenus par les Français, l'action envers le climat leur étant peut-être moins directement associée. Ces enjeux liés à l'alimentation étant par ailleurs les plus clivants politiquement. **Toutes ces mesures sont en effet davantage soutenues par les Français à la proximité partisane marquée à gauche, mais celles liées à la transition de l'économie et des modes de vie le sont également par les sympathisants LR** (promouvoir une meilleure gestion des déchets, 88% ; améliorer la rénovation énergétique, 87%, former aux emplois de la transition, 86%), qui s'éloignent davantage, sans les rejeter en bloc, des mesures liées à l'alimentation et notamment aux menus végétariens.

Quelles perspectives pour l'Ile-de-France ?

- Dans l'ensemble, les Franciliens partagent les représentations des Français à l'égard du climat dans leur région et ceux qui sont inscrits sur les listes électorales se distinguent très peu dans leurs motivations de vote, que ce soit à l'égard du climat (75% estiment qu'il jouera un rôle important, dont 39% pour qui il jouera un rôle très important). Cependant, lorsqu'ils dressent le bilan de l'action de leur région sur le plan climatique, **ils se montrent un peu plus sévères que la moyenne : si 37% se déclarent satisfaits sur ce plan, 54% estiment que leur région n'en fait pas assez pour répondre aux enjeux climatiques (contre 47% de l'ensemble, +7 points)**. Un regard plus partagé par les parents et les sympathisants de gauche, mais auquel les Français d'autres sensibilités sont sensibles : 47% des sympathisants LR et 51% de ceux du RN estiment eux aussi que leur région n'en fait pas assez et pourrait aller plus loin. Comme l'ensemble des Français, ils partagent ainsi le souhait de voir le climat fortement pris en compte dans l'action publique de la région à l'avenir (80%, comme l'ensemble). **Et les moyens qu'ils envisagent pour y parvenir sont généralement les mêmes que ceux envisagés par les Français** : une priorité mise sur les enjeux liés à la transition de la production, notamment agricole (soutien aux agriculteurs (83%) et aux éleveurs (79%) pour une agriculture plus durable), mais également un appui particulier aux mesures permettant la transition de la vie quotidienne (Accès aux transports durables, 80% ; meilleure gestion des déchets, 80%), et donc du travail (formation aux emplois de demain, 79%) vers un modèle correspondant davantage aux enjeux actuels, les questions liées à l'alimentation les mobilisant seulement dans un second temps.
- La question de la **pollution et de la qualité de l'air apparaît comme un enjeu particulièrement spécifique à la région, dont 88% des Franciliens s'attendent à ce qu'elle soit prise en compte de manière prioritaire dans l'action régionale**, voire tout à fait prioritaire pour 43%. Toujours, si en termes d'intensité, les sympathisants des formations plus orientées à gauche se distinguent, le sujet fait consensus au sein de la population francilienne. A cet égard, et pour lutter particulièrement contre les enjeux de la pollution de l'air, les Franciliens sont favorables à de nombreuses mesures permettant la mise en valeur des transports collectifs. Spontanément, dans toutes les régions mais avec un accent particulier en Ile-de-France, une politique favorable en faveur du climat semble aller de pair avec une politique forte à l'égard des transports. Les Franciliens revendiquent ainsi **une meilleure accessibilité des transports en commun dans leur région, sur le plan matériel** (développer l'offre, étendre l'amplitude horaire et la fréquence, 85%) et **sur le plan financier**, notamment pour les plus précaires (80%). Favorables en priorité au renforcement de l'existant, ils sont également ouverts à de nouveaux aménagements, notamment les aides financières pour l'équipement en vélos et véhicules électriques (76%) et au développement d'un nouveau réseau de pistes cyclables (RER-V, 75%). La question de la réduction de la place de la voiture, si elle semble également prioritaire (68%) fait un peu plus débat, notamment auprès des profils politiquement marqués à droite (56% seulement des partisans LR considèrent cet enjeu prioritaire), sans remise en cause majeure.

- Les Franciliens sont également attentifs à la question de **l'émission de CO2 par le secteur du bâtiment** de manière générale (entreprises du secteur, consommation énergétique des bâtiments, etc.) dans leur région. Si 40% placent le secteur dans la moyenne des émetteurs, **52% indiquent qu'il s'agit pour eux d'un important producteur de gaz à effet de serre**. On note ainsi une connaissance présente de l'impact environnemental du secteur dans la région (parmi les premiers émetteurs de CO2), qui reste encore perfectible. Conscients de l'impact du bâtiment sur le climat, nombreux sont les Franciliens, qui, comme les Français de manière générale, **considèrent comme prioritaire (80%) voire tout à fait prioritaire (38%) de rénover davantage les logements dans leur région** afin d'améliorer leurs performances énergétiques.
- Les Franciliens ont finalement été interrogés sur les enjeux liés à l'aviation et notamment à l'agrandissement de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, et leur approche est mitigée. De manière générale, ils montrent **une adhésion à l'idée de cesser le soutien apporté par la région aux aéroports et à leurs projets d'extension (60%)**, mais ils ne la perçoivent pas, parmi les mesures testées, comme des plus prioritaires à mettre en place pour répondre aux enjeux climatiques. L'agrandissement de l'aéroport de Roissy reçoit ce même accueil en demi-teinte. Le sentiment le plus partagé est celui que **cet agrandissement serait une mauvaise chose (44%)**, nombreux étant ceux **qui estiment à l'inverse qu'il s'agit d'une bonne chose (31%)**, et ceux qui trouvent des arguments aux deux positions (25%).

Quelles perspectives pour les Hauts-de-France ?

- Dans la région Hauts-de-France, les enjeux électoraux pour le mandat régional semblent recouvrir de nombreuses thématiques, et ce, avec une intensité forte, voire plus forte qu'ailleurs en France. **Plus nettement que dans les autres régions, les habitants indiquent que les thèmes sociaux et régaliens**, liés à sécurité (62% contre 55% au national), la santé (58% contre 52%), l'emploi (59% contre 48%) ou encore l'action sociale (43% contre 38%) seront très importants dans le vote. Dans cette région aux problématiques sociales marquées, les questions économiques et sociales montrent toute leur importance, de même que d'autres enjeux, ailleurs un peu moins importants tels que l'immigration (45% contre 38%) ou encore la participation des citoyens aux décisions (36% contre 31%). Face à la dominance et à la mise en avant particulière de ces enjeux pour la région, quid de celui climatique ? Loin de disparaître, il **garde, dans la région Hauts-de-France, une considération égale ou presque au national** (79% indiquent qu'il aura un rôle important dans leur vote, dont 40% *très important*). L'enjeu climatique ne disparaît pas ainsi face aux thèmes sociaux, mais s'y superpose.
- Comme dans les autres régions, les attentes sont fortes à l'égard de l'action publique : **77% revendiquent une place forte des enjeux climatiques dans les politiques menées par la région, une revendication, qui, comme ailleurs, est transpartisane** (72% chez les sympathisants LR ; 70% chez les proches du RN). Ce souhait s'accompagne, comme ailleurs, d'un regard ambivalent sur la

politique menée jusqu'à présent menée par la région en matière d'environnement : 45% estiment que le travail actuel de la région est satisfaisant (-1 point par rapport au national), quand 50% (+3 points par rapport au national) indiquent que selon eux, elle n'en fait pas assez et pourrait aller plus loin. Dans les Hauts-de-France comme dans les autres régions françaises, on encourage donc les pouvoirs publics à se saisir de l'enjeu climatique et d'en faire une boussole de la gouvernance.

- Comme un écho à l'importance de l'emploi dans le vote, les habitants des Hauts-de-France se distinguent du national quant aux mesures qu'ils considèrent prioritaires à mettre en place pour le climat lorsque sont abordées les **thématiques liées à la formation et à l'accompagnement de la transition professionnelle**. Dans la moyenne sur la plupart des autres thématiques, et montrant leur soutien aux mesures dans de nombreux domaines, ils insistent sur le caractère tout à fait prioritaire de **la formation aux emplois de la transition énergétique** (38% contre 33% au national) et à **l'accompagnement de la reconversion professionnelle pour les secteurs les plus polluants** (33% contre 28%).
- A cet égard, les habitants s'attendent à ce que la région soit capable de vision et d'anticipation : **favorables à ce qu'elle agisse pour réduire les émissions de gaz à effet de serre notamment dans le secteur industriel** (88%), ils souhaitent que soit réalisé un diagnostic de la situation des emplois par filière afin **d'anticiper les besoins dans les métiers de la transition écologique** (82%) et d'y **accompagner les personnes qui pourraient perdre leur emploi** dans les secteurs aujourd'hui les plus polluants. Pour de nombreux habitants, la conversion industrielle pourrait également être encouragée via des leviers financiers : 84% estiment qu'il pourrait être prioritaire de mettre en place un système où les aides financières de la région ne seraient attribuées aux entreprises des secteurs les plus polluants que si elles prennent des engagements pour leur transition écologique.
- **Plus particulièrement également, les habitants de la région Hauts-de-France mettent l'accent sur la question de la rénovation énergétique**, qui leur apparaît comme plus prioritaire que la moyenne dans leur région (45% contre 41%). **Et pour cause, nombreux sont les habitants qui se déclarent en situation de précarité énergétique : 56% confient avoir des difficultés à financer l'approvisionnement énergétique de leur foyer, dont 18% connaître de grandes difficultés à ce sujet.** Centrales, les mesures de **lutte contre cette précarité énergétique** sont très favorablement accueillies par les habitants, sur **le plan individuel** (82% soutiennent l'idée d'un service public personnalisé pour accompagner les particuliers dans la rénovation énergétique de leur logement ; 83% celle d'aides financières aux propriétaires-bailleurs pour rénover et rendre énergétiquement leurs logements) ou **sur le plan collectif** : 84% estiment prioritaire que la région apporte un soutien technique et financier aux collectivités pour rénover les bâtiments publics. Pour les particuliers, cet enjeu **d'accompagnement dans les démarches et le financement de la rénovation énergétique** s'avère d'autant plus importante qu'aujourd'hui, l'information semble encore peu circuler : seuls 10% des interrogés ont affirmé connaître l'organisme en charge de ces questions dans la région, mais moins d'1% ont en réalité été capable de citer réellement l'organisme Hauts-de-France Pass Rénovation, à la notoriété confidentielle.

Quelles perspectives pour la région Pays de la Loire ?

- Un peu plus que la moyenne, les habitants de la région Pays de la Loire semblent **satisfaits de la politique qui est menée par leur région pour répondre aux enjeux climatiques : 53%** (+7 points par rapport au national estiment qu'elle n'en fait ni trop, ni pas assez (jusqu'à 70% chez les plus âgés et 72% pour les sympathisants de la majorité régionale LR). 42% indiquent ainsi que la région n'en fait aujourd'hui pas assez pour le climat, plus nombreux chez ceux pour qui l'enjeu est traditionnellement plus important (notamment les plus jeunes ou les sympathisants de gauche ou EELV). Un **point plutôt positif pour la région qui n'enlève rien au sentiment que l'avenir des politiques publiques doit se faire en donnant au climat une forte importance (82%)**, un constat qui dépasse les sympathies partisans (82% chez les sympathisants LR, 71% chez les sympathisants RN).
- Le vote dans la région Pays de la Loire devrait répondre aux mêmes dynamiques que sur le plan national, les inscrits donnant comme thématiques principales de leurs choix les enjeux liés à la sécurité, à l'emploi ou à **la santé, avec un accent particulièrement mis sur cet enjeu (58% très important contre 52% au national)** comme sur celui de **l'éducation, de la formation et de l'apprentissage (47% contre 40%)**. **L'enjeu climatique s'insère à nouveau dans la région comme une thématique importante (78%)**, qui dépasse les clivages partisans (67% auprès des sympathisants LR, 68% chez les proches du RN) et sous-tend les autres enjeux. Afin de répondre aux enjeux climatiques, les politiques publiques perçues comme prioritaires à mettre en place sont à nouveau très similaires à celles qui sont amenées dans les autres régions, en privilégiant les mesures liées à la transition de la société et des modes de vie sur celles plus liées à l'alimentation, quoiqu'elles restent importantes à prendre en compte.
- Important dans la région, le secteur agricole est majoritairement perçu comme un émetteur de CO2 et de gaz à effet de serre dans la moyenne (48%), seuls 40% des habitants l'identifiant comme un pollueur important. **Ils n'en soutiennent pas moins un accompagnement de sa transition vers des modèles plus durables à l'avenir**. Sans remettre en cause l'existant, ou en encourageant son orientation vers de meilleures pratiques (87% dont 46% estimant qu'il s'agit d'un enjeu prioritaire), ils se montrent surtout enclins à promouvoir de nouvelles ambitions pour l'agriculture locale. **Soutenir le développement des élevages durables (90%), soutenir financièrement l'installation des agriculteurs bio à proximité des villes pour favoriser les circuits courts (89%) ou encore limiter la présence des élevages les plus industriels (86%) sont autant de mesures auxquelles ils se déclarent massivement favorables**. Ce soutien à une transition de la production en amont s'accompagne évidemment d'une vision similaire pour l'aval, **dans les comportements alimentaires, et notamment à l'égard de la restauration collective**. Si ces thématiques n'apparaissaient pas comme les plus prioritaires à mettre en œuvre face à la restructuration de nombreux secteurs, elles restent importantes et les mesures pour rendre l'alimentation plus durable emportent un réel soutien. Les habitants de la région se montrent ainsi favorables à l'obligation d'ici 2025, pour la restauration collective (cantines, restauration administrative, etc.), de proposer 50% de produits bio et locaux (85%). Ils sont également enclins à défendre une tarification sociale pour les établissements scolaires,

notamment dans les lycées (73%). Proposer des repas végétariens apparaît également comme une solution intéressante pour les habitants, plutôt à condition qu'il s'agisse de les proposer comme alternatives à chaque repas (68%) que de les imposer comme repas deux fois par semaine sans alternative (58%), quoique la mesure reste soutenue.

- On note finalement que, malgré l'actualité **des enjeux liés aux développements aéroportuaires**, les habitants de la région ne donnent pas une importance particulière au fait de ne plus soutenir les projets de développement ou d'agrandissement d'aéroports dans les solutions pour œuvrer en faveur du climat (60% prioritaire contre 61% au national). Les habitants, comme ceux de la région parisienne face à l'extension de l'aéroport de Roissy, sont partagés sur l'extension de l'aéroport de Nantes. **Une courte majorité (55%) défendrait plutôt une suspension de ce projet**, quand 44% soutiendraient son maintien, faisant de ce sujet un sujet clivant.